

Et United Fruit inventa les républiques bananières

Romain Huret dans Collections de l'Histoire 56

juillet - septembre 2012

Fondation d'un empire continental, appuis à des coups d'État en Amérique latine, grèves réprimées dans le sang... L'histoire de la firme états-unienne United Fruit est devenue le symbole de l'impérialisme sans vergogne.

L'humidité, les insectes, la chaleur du volcan rendent les conditions de travail exténuantes. Beaucoup d'ouvriers meurent, d'autres fuient loin de ce gigantesque chantier : la pose de rails entre la capitale du Costa Rica, San José, et Limon, le petit port sur la côte orientale.

Henry Meiggs et Minor Keith ont-ils vu trop grand ? Ces deux hommes d'affaires américains avaient pensé trouver un moyen simple de s'enrichir rapidement en inondant les États-Unis d'un fruit alors peu connu, mais délicieux et bon marché : la banane.

Arrivé au Costa Rica au début des années 1870, après avoir tenté de faire fortune en Californie au moment de la ruée vers l'or en 1848, Meiggs noue des contacts avec les autorités locales, notamment le général Tomas Miguel Guardia Gutierrez, l'homme fort du pays de

1870 à 1882. Pour le seconder, Meiggs demande à son neveu, Minor Keith, de le rejoindre en 1871. Ensemble, ils supervisent la construction de la voie ferrée qui acheminera les bananes tout d'abord à Limon, puis à La Nouvelle-Orléans. Mais le travail est titanesque, épuisant pour les hommes et très compliqué d'un point de vue technique. Beaucoup d'habitants refusent de travailler dans de telles conditions. Meiggs est obligé de faire venir des immigrants italiens, et même des prisonniers de La Nouvelle-Orléans qui obtiennent la promesse d'une remise de peine en échange d'un travail sur le chantier. Sur les 700 prisonniers qui se portent volontaires, seuls 25 survivront. Plus de 5 000 ouvriers trouveront la mort pour achever la liaison ferroviaire.

En 1877, la mort de Meiggs laisse Minor Keith seul maître à bord. Celui-ci peut donner libre cours à ses rêves de grandeur. Le gouvernement costaricain lui a offert des conditions très avantageuses : une concession de quatre-vingt-dix-neuf ans sur le chemin de fer, le contrôle du port de Limon et des milliers d'hectares de terres. Par centaines, des bananeraies voient alors le jour le long des voies. L'homme d'affaires ne s'arrête pas là et multiplie les investissements sur le continent. En Colombie notamment, il agit de même, achetant les terres et construisant les infrastructures nécessaires à l'acheminement des bananes. A chaque fois, profitant de l'instabilité politique, il noue des liens étroits avec les bourgeoisies locales pour éliminer la concurrence. Il

épouse Cristina Castro, la fille du président du Costa Rica de 1894 à 1902.

En 1899, ses affaires sont si florissantes qu'il fonde United Fruit en association avec Andrew Preston, un homme d'affaires de Boston. United Fruit contrôle alors 75 % du marché de la banane aux États-Unis. Si Preston s'occupe de défendre les intérêts de l'entreprise aux États-Unis et en Europe, Keith reste au Costa Rica et accroît la présence d'United Fruit en Amérique centrale. La respectabilité pour l'un, les basses manoeuvres pour l'autre.

Aux États-Unis, Preston popularise la banane, en présentant ses vertus diététiques. Dans les cabarets, humoristes et chanteurs de jazz s'amusent de sa forme et de sa simplicité. Pour sa part, Keith exporte sans scrupule les méthodes du capitalisme sauvage. La puissance d'United Fruit est telle qu'il est désormais surnommé « le roi sans couronne de l'Amérique centrale ». Tout est bon pour réussir et obtenir la construction des chemins de fer et l'achat des terres pour les bananeraies. En 1896, l'écrivain louisianais William Sydney Porter forge la formule de « République bananière* » pour dénoncer la rapacité et la corruption en cours dans les régimes d'Amérique centrale.

A partir de 1901, la politique du gros bâton « big stick » défendue par le président Theodore Roosevelt avec ses voisins sud-américains prend une tournure cruellement concrète avec United Fruit. Citant un proverbe africain, « parle doucement et porte un gros bâton », Roosevelt invite la puissance américaine à défendre avec force

ses intérêts partout où ils seraient menacés. Sans vergogne, Keith parle fort avec un très gros bâton, toujours à portée de main. Dans les usines et les plantations, il ne tolère aucune contestation.

En octobre 1928, 32 000 ouvriers colombiens se mettent en grève pour protester contre les conditions de travail et obtenir des salaires plus élevés. Le 6 décembre, à Cienaga, l'armée nationale intervient pour mettre un terme à la grève à la demande d'United Fruit. Si le nombre de morts est difficile à établir, de 6 pour les autorités à 1 000 selon les grévistes, nul ne conteste la violence de la répression. United Fruit est également sans pitié pour ses concurrents. Grâce à ses appuis politiques locaux, Keith parvient à les éliminer les uns après les autres. Un seul homme va lui résister : Samuel Zemurray.

Celui qui allait bientôt être connu sous le surnom de Banana Man se fait connaître lorsqu'il organise en 1911 un coup d'État au Honduras pour y réinstaller l'ancien président Manuel Bonilla. Zemurray est tellement habile et dur en affaires qu'il finit par prendre le contrôle d'United Fruit en 1938. Si les hommes d'affaires de la bonne société bostonienne méprisent au départ ce fils d'immigrants juifs, ils n'ont pas d'autre choix que de lui remettre les clés de la maison. Dans les années 1940, l'entreprise possède plus de soixante navires et emploie 83 000 employés, ainsi que des milliers d'ouvriers et d'ouvrières. Elle est implantée dans toute l'Amérique du Sud. Si la banane demeure sa priorité,

United Fruit exporte également du sucre de canne et du cacao.

LA CIA S'EN MÊLE

Plus rien ne semble arrêter son ascension. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, United Fruit accompagne la croisade anticomuniste des États-Unis. Les liens entre l'entreprise et la CIA*, créée en 1947, sont étroits. Allen Dulles, directeur de la CIA et frère de John Foster Dulles, secrétaire d'État du président républicain Dwight Eisenhower, détient d'importantes parts dans la société. Fort de ses accointances politiques, United Fruit agit à sa guise lorsque ses intérêts sont menacés et reçoit un soutien sans faille de la nouvelle puissance américaine. Au Guatemala, le coup d'État qui renverse Jacobo Arbenz en 1954 est un cas d'école.

La réforme agraire promise par Arbenz menace directement les intérêts de l'entreprise, le principal propriétaire terrien du pays. Les terres non cultivées par United Fruit estimées à 90 000 hectares, explique Arbenz, seront redistribuées aux plus pauvres. Avec l'aide du président Eisenhower et de la CIA, United Fruit soutient l'opposition. Le 27 juin 1954, Arbenz, pressé par l'armée, cède la place au colonel Castillo. Un jeune militant argentin, Che Guevara, assiste incrédule à ce coup de force mené avec une absence totale de scrupules par les Américains. Ce coup d'éclat constitue l'apogée de la puissance d'United Fruit. Entre 1955 et 1962, elle distribue 15 millions de brochures

pour vanter les mérites de la banane auprès des écoliers américains.

Dans les années 1960, le mouvement d'indépendance, les nouvelles revendications politiques des pays du Sud et leurs ambitions économiques changent la donne. En 1961, United Fruit soutient l'intervention américaine pour chasser Fidel Castro du pouvoir dans la baie des Cochons. C'est un fiasco. Dans le contexte de la guerre du Vietnam et de critique croissante contre la puissance américaine, la brutalité de ses interventions nuit à sa réputation. L'entreprise devient le symbole de l'impérialisme yankee.

GABRIEL GARCIA MARQUEZ RACONTE

En 1967, dans *Cent ans de solitude*, le futur Prix Nobel de littérature, Gabriel Garcia Marquez, livre un récit saisissant du massacre des bananeraies de 1928. Si le récit est fictionnel, Marquez avançant par exemple un chiffre erroné de morts, il marque profondément les lecteurs dans le monde entier. En 1976, un ancien vice-président de l'entreprise, Thomas McCann, publie un ouvrage pour dénoncer cette tragédie américaine et démontre que la légende noire d'United Fruit n'est pas un mythe. A l'heure où le président démocrate Jimmy Carter appelle à une politique des droits de l'homme, les méthodes violentes et prédatrices de l'entreprise apparaissent d'un autre temps. A tel point qu'United Fruit changera de nom pour devenir Chiquita Brands International. Le mal est pourtant fait : les républiques bananières d'United Fruit ont fortement contribué à

l'impopularité des États-Unis dans de nombreuses régions du monde.